



Compte-rendu AG intersyndicale au SPIP 14

Soutien au mouvement de défense des agents public et modalités d'action

Réunis ce mardi 26 novembre 2024 en assemblée générale, les agents du SPIP du Calvados dénoncent les mesures portées par le ministre de la fonction publique, Guillaume Kasbarian.

L'indemnisation des arrêts maladie, à 90% du traitement les trois premiers mois et l'obligation de subir **trois jours de carence** sont des attaques inacceptables, qui stigmatisent des personnels déjà touchés par la maladie, et qui pèsent sur les budgets les plus fragiles.

Le projet de **gel de la GIPA** est également une mesure visant à faire porter des économies budgétaires - faibles - aux plus précarisés d'entre nous ! Et ce alors même que les grilles indiciaires d'une partie des personnels en SPIP sont encore aujourd'hui **sous le salaire minimum**, et que l'ensemble des personnels subit depuis des années les politiques de gel du point d'indice notamment.

Une réponse forte s'impose, dans la lignée des appels intersyndicaux nationaux.

Aussi, l'assemblée générale appelle-t-elle l'ensemble des personnels du SPIP du Calvados à rejoindre le mouvement unitaire de la fonction publique et à participer massivement à la manifestation prévue localement le 5 décembre 2024.

D'autre part, elle appelle les personnels en situation de travail à s'inscrire dans des modalités d'action au SPIP.

Dans l'attente d'une réponse favorable du gouvernement, nous appelons les personnels du SPIP du Calvados à :

- Ne pas recevoir de public -hors caractère impérieux- le jeudi 5 décembre 2024, en soutien avec la mobilisation,
- Pour celles et ceux qui ne pourraient pas participer à la manifestation du fait des nécessités de service, à restreindre leurs horaires de travail aux seules plages fixes obligatoires ce jour-là,
- A communiquer sur notre mobilisation d'ici au 5 décembre, notamment par l'apposition d'un bandeau spécifique en signature des mails

Nous appelons à une **nouvelle assemblée générale le mardi 10 décembre 2024** pour envisager ensemble les suites de notre mobilisation, et le durcissement du mouvement.

Notre engagement pour un service public de qualité est au cœur de notre action au quotidien, il devrait nous valoir plus que le mépris de ce gouvernement !

A Caen, le 26 novembre 2024